

EXTRAITS DE *ISRAËL-PALESTINE: MONDIALISATION ET MICRO-NATIONALISMES*

Editions Acratie, 1998

Avant-propos

En 1998 est paru *Israël-Palestine, Mondialisation et micro-nationalismes*, mon livre sur le conflit israélo-palestinien, qui fut une tentative de rendre intelligible un conflit extrêmement complexe. En 1987 avait eu lieu la première Intifada, ou “guerre des pierres”, une révolte de la population palestinienne qui surprit à la fois les autorités israéliennes et palestiniennes pour son aspect nettement social.

Les deux parties convinrent de l’organisation de la conférence de Madrid en 1991, qui rassembla pour la première fois autour de la table de négociations Israéliens et Palestiniens et qui aboutit aux accords d’Oslo en 1993, signés par Yasser Arafat, chef de l’OLP, et Yitzhak Rabin, Premier ministre israélien. Ces accords prévoyaient la création d’un État palestinien en Cisjordanie et à Gaza pour 1998.

Yasser Arafat reconnut le droit d’Israël à vivre en paix et en sécurité, et Yitzhak Rabin reconnut l’OLP en tant que “représentant légitime du peuple palestinien” — une reconnaissance réciproque fort déséquilibrée dans la mesure où les Israéliens se voyaient accorder quelque chose de tangible tandis que les Palestiniens se voyaient accorder du vent: en effet le fait que l’OLP se soit vu accorder le statut de “représentant légitime du peuple palestinien” ne préjugait en rien le résultat d’une négociation.

C’est à ce moment-là que l’Autorité palestinienne fut mise en place, une “Autorité” fort autoritaire pour les Palestiniens en réalité.

D’autres accords, sommets et rencontres eurent lieu: Accords de Wye Plantation, 1995; sommet de Camp David, juillet 2000; discussions de paix de Paris, octobre 2000; sommet de Tabat, janvier 2001 qui n’aboutirent à rien et qui ne servirent qu’à jeter de la poudre aux yeux de l’opinion internationale tandis que les Israéliens poursuivaient une colonisation accrue des territoires occupés, expulsant les Palestiniens de leurs terres, de leurs maisons, arrachant leurs oliviers, leurs arbres fruitiers.

C’est alors qu’éclata la seconde Intifada, plus violente que la première. Cela aboutit à l’approbation par Ehud Barak de la construction d’une “barrière destinée à empêcher le passage de véhicules motorisés” depuis le Nord-Est de la Cisjordanie jusqu’à la région de Latroun. La construction de ce mur a commencé en 2002.

Toutes les négociations ne servirent qu’à gagner du temps et à éluder toute solution à la question palestinienne afin d’accroître l’implantation de colonies juives sur les territoires qui théoriquement revenaient aux Palestiniens.

**Il convient de se rappeler que les extraits de texte qui suivent furent écrits
en 1998, il y a 25 ans.**

* * * * *



“Nous sommes arrivés ici dans un pays peuplé d’Arabes, et nous construisons ici un Etat hébreu, juif. A la place des villages arabes, nous avons établi des villages juifs. Vous ne connaissez même pas le nom de ces villages et je ne vous le reproche pas, car les livres de géographie correspondants n’existent plus. Et non seulement les livres, mais les villages n’existent plus (...) Il n’y a pas une seule implantation de colons qui n’ait été faite sur les lieux d’un ex-village arabe.”
Général Moshe Dayan, s’adressant aux étudiants de l’Institut de technologie israélien Ha’aretz, 4 avril 1969.

Utiliser le religieux à des fins politiques

L’apparition de l’intégrisme comme mouvement politique a démontré son incapacité à gérer les problèmes concrets de la population. La seule intervention des fondamentalistes, lorsqu’ils contrôlent une structure politique ou administrative est de faire des modifications qui touchent le domaine religieux ou qui concernent le contrôle idéologique des populations.

Ainsi, lorsque le roi Hussein de Jordanie, ne voulant pas affronter les intégristes, en a nommé quelques-uns ministres dans son gouvernement, ces derniers, en un an, se sont faits tellement haïr de la population, notamment des classes moyennes urbaines, que le roi n’a eu aucun mal à les chasser. Ils avaient voulu interdire aux femmes de conduire, empêcher les pères d’assister à la remise de diplôme de leurs filles, etc.¹. Dans deux municipalités arabes d’Israël, Um al-Fahm et Kafr Qassem, les intégristes ont gagné les élections de 1988. Ils ont fait si fort que lors des élections suivantes, en 1992, ces bastions islamiques ont été les seuls endroits où les suffrages du parti communiste ont progressé, respectivement de 75 % et 64 %...

¹ Manar Hassan, “Femmes et intégrisme”, *Inprecor* n° 366, février 1993.

La théocratie n'est pas dans la tradition de l'Islam : elle est appliquée seulement au sein de sectes extrémistes. L'islam sunnite, au contraire de l'islam chi'ite, n'a pas de clergé, pas d'Eglise, pas d'institution "autorisée" à parler et agir au nom de l'islam.

Les théoriciens fondamentalistes tels que Abdesselam Yassine, Rachid Ghannouchi, Rachid Benaïssa ne se livrent pas à une exégèse fondamentale : "leur information paraît plus idéologique que canonique", dit Jacques Berque. Ces auteurs, en Occident, intéressent plus les politologues que les orientalistes : l'islamisme est en fait un mouvement qui utilise le religieux à des fins politiques. L'islam en cela ne diverge pas de n'importe quelle autre religion : les textes servent à justifier la politique. Lors de la crise qui a abouti à la guerre du Golfe en 1990-1991, l'appel du roi Fahd d'Arabie aux troupes étrangères été condamné par les uns ou justifié par les autres en se référant aux mêmes textes.

"L'expérience aura montré que, en terre d'islam, toute démocratisation libère *ipso facto* des courants politico-religieux qui cherchent à la détruire. La neutralisation, par la force, de ces courants entraîne à son tour l'arrêt du processus démocratique, ce qui enferme la société musulmane dans la fatalité de la répression. Elle ne pourra sortir de cette fatalité que si l'islam est 'dépolitisé', c'est-à-dire s'il ne sert pas de recours politique dans la compétition pour le pouvoir."²

Les Frères musulmans étaient parrainés par les régimes arabes les plus opposés à Nasser : Jordanie et Arabie saoudite. En Jordanie, le roi Abdallah considérait que les Frères étaient un "mouvement attractif pour la jeunesse" et contribuaient à "freiner la propagation du communisme"³. Ainsi, l'influence du nassérisme et, d'une façon plus générale, du nationalisme arabe sur ceux qui sont hostiles à Israël et à l'Occident, pousse les Frères musulmans dans le camp adverse. Un dirigeant des Frères palestiniens vivant à Bahrein dans les années cinquante écrivit que "les Frères se sont retrouvés isolés, accusés, pourchassés du fait de leur hostilité à Nasser. Ils n'ont pas tardé à s'opposer au mouvement populaire, ce qui leur a fait rejoindre automatiquement le camp du gouvernement"⁴.

L'évolution du fondamentalisme palestinien fournit un exemple caractéristique d'implication progressive dans la lutte politique.

On constate une éclipse des Frères musulmans palestiniens dans les années cinquante-soixante et la plus grande partie des années soixante-dix, due à deux événements : la fondation du Fatah en 1958, et la répression sanglante des Palestiniens par Hussein de Jordanie en 1970. Les Frères musulmans apportèrent leur soutien au roi de Jordanie contre les forces communistes, baassistes, nationalistes arabes et nassériennes : lors du massacre des Palestiniens par les forces jordaniennes (Septembre Noir, 1970), les Frères musulmans soutinrent le trône hashémite.

A la fondation du Fatah, un document est présenté par Khalil Al Wazir (Abou Jihad) à la direction des Frères musulmans, appelant à créer une organisation parallèle pour combattre Israël : "elle n'arborera pas les couleurs islamiques dans ses signes ou (...) son aspect extérieur", dit ce document, qui s'adresse aux Frères musulmans pour leur demander de rejoindre l'organisation, mais qui les appelle également à "se débarrasser de leurs tenues partisans et d'endosser des tenues

² "Algérie : le dérapage", Lahouari Addi, [professeur de sociologie politique à l'université d'Oran], *Le Monde diplomatique*, février 1992.

³ Iyad Bergouti, "Les armes et la politique dans les territoires palestiniens occupés", Centre Zahra d'études et de recherches, Jérusalem, 1990.)

⁴ Abdallah Abou Gaza, *Avec le mouvement islamique dans les pays arabes*, Koweït, 1986.

palestiniennes”. L’organisation “établira des ponts entre les Frères et les masses, et brisera le carcan de l’ostracisme nassérien”.

Les premiers dirigeants du Fatah étaient membres de l’organisation intégriste : Abou Jihad, Salim Zaanoun, Salah Khalaf (Abou Iyad), Assaad Saftaoui, Arafat, ce qui créa la confusion chez les Frères musulmans égyptiens. Les fondateurs du Fatah durent établir explicitement qu’ils avaient rompu leurs liens avec les Frères. C’est qu’on ne pouvait pas, à l’époque, à l’ombre de Nasser, fonder une organisation de combat contre Israël sans prendre des distances par rapport à son appartenance antérieure.

Les Frères musulmans refuseront de s’enrôler dans le Fatah : “En supposant que l’organisation (Fatah) puisse se développer et attirer de nombreux membres et sympathisants, ce soutien populaire ne portera pas sur les Frères et l’Islam, mais sur l’idée de la libération de la Palestine.” La solution préconisée sera que “les Frères redoublent d’efforts pour propager leur doctrine et rehausser l’image de leur mouvement, car c’est lui qui, lorsqu’il triomphera, (...) libérera la Palestine”.⁵

Lorsque la lutte contre Israël était menée par Nasser et sa mouvance, les Frères musulmans refusaient d’y participer. Le déclin du nassérisme les poussera à brandir à leur tour l’étendard de la libération. La remontée de l’intégrisme à partir de 1970 est la conséquence directe de l’échec du nassérisme à conduire le réveil arabe. L’intégrisme reprend à sa charge les problèmes non résolus dans le monde arabe, mais, en Palestine, il n’est pas au rendez-vous. Le Hamas ne sera fondé qu’en 1987, et attendra août 1988 pour diffuser son manifeste.

L’OLP avait accumulé toutes sortes d’échecs qui l’avaient conduit à s’éloigner des objectifs politiques et militaires qui avaient présidé à sa fondation. Elle opère un tournant vers un règlement politique alors que le contexte ne présente aucune garantie. Pendant que la direction de l’OLP s’oriente vers une solution diplomatique au conflit, se développe au Liban, sous l’occupation israélienne, une résistance croyante à partir de 1983 qui prend un caractère très offensif, voire suicidaire. Cette résistance, qui eut un grand impact, et qui prit pour cibles les forces d’occupation israéliennes et la Force multinationale, donna une impulsion au courant intégriste en Palestine.

La faillite du nationalisme palestinien avait créé un vide que les Frères musulmans occupèrent rapidement : lorsque les idéologies laïques, nationalistes, socialistes ou libérales ont échoué, il reste l’intégrisme :

“L’exclamation de Cheikh Ahmed Yassin, chef spirituel du Hamas, exprime bien cette situation : “*Lorsque toutes les portes se ferment, les portes de Dieu s’ouvrent*”. En d’autres termes, lorsque les idéologies non-intégristes entrent en crise sur le terrain du combat de résistance, il reste l’idéologie intégriste. C’est aussi ce qu’affirme une brochure des Frères distribuée en Cisjordanie et à Gaza, et intitulée “La vérité absente” : “*Les courants qui ont démontré leur échec pendant vingt ans sur la scène palestinienne ne peuvent plus désormais prétendre au monopole de l’action palestinienne*”. C’est la conclusion de toutes les publications des intégristes parues dans les territoires occupés : Toutes affirment, qu’une fois devenue évidente la faillite des idéologies nationalistes, libérales et socialistes, le retour à l’Islam s’impose.”⁶

⁵ *L’intégrisme en Palestine*, Dossier paru dans *Inprecor*, n° 366, février 1993.

⁶ Dalal Bizri, “Les habits neufs des Frères”, in *Le mouvement islamique en Cisjordanie et à Gaza*, Dossier paru dans *Inprecor*, n° 366, février 1993.

L'Intifada, qui a été un mouvement de révolte spontanée né du désespoir politique et social, consacre en fait l'échec de l'OLP, mais provoque la "palestinisation" des Frères musulmans, qui pourtant ont un discours englobant la totalité de l'Oumma, la communauté musulmane. Peu à peu, le palestino-centrisme devient un cadre de référence pour les intégristes dans l'appréhension des problèmes et dans la conception de l'action. Sans cette adaptation, les Frères musulmans n'auraient pu s'enraciner, malgré leur activité institutionnelle dans les services sociaux, les bibliothèques, les universités. La réaffirmation de l'identité religieuse devient une forme de l'affirmation de l'identité nationale.

La charte de Hamas, publiée en août 1988, peu après le début de l'Intifada, s'affirme opposée à toute initiative et solution pacifiques pour résoudre la question palestinienne, ainsi qu'à toutes les conférences internationales, qui ne peuvent répondre aux revendications ni restituer les droits historiques des Palestiniens : les conférences internationales et autres initiatives ne sont qu'une "perte de temps", dit la charte : "Il n'y a de solution au problème de la Palestine que par le Djihad." "Le messenger d'Allah [*Mahomet*] a déjà parlé du temps où les musulmans combattront les Juifs et les tueront..." Notons que si les intégristes musulmans déniaient toute légitimité aux accords internationaux, leurs homologues juifs pensent strictement la même chose.

Une telle dérive "politique" du mouvement islamiste est remarquable alors que les Frères musulmans égyptiens, plus "orthodoxes", pourrait-on dire, ne remettent pas en cause l'OLP ni Arafat. Le patriotisme devient une partie de la doctrine religieuse de Hamas, alors que Seyyid Qotb⁷ récusait la question de l'appartenance nationale et la considérait comme un blasphème relevant de l'idéologie de la Jahiliyya (période de "paganisme" pré-islamique).

Ainsi, l'intégrisme islamique dans le contexte du monde arabo-musulman est-il devenu un authentique mouvement politique dont la particularité est simplement d'utiliser la grille de lecture religieuse dans sa représentation du monde et de l'Autre. "La finalité de l'islamisme est explicitement politique, dit Mohammed Harbi. Il peut s'analyser comme une idéologie engendrée par le processus de modernisation et de sécularisation et non pas s'inscrire seulement dans une logique religieuse."⁸ Encore qu'il faille nous garder, précise Mohammed Harbi, d'unifier arbitrairement les islamismes et d'en faire les acteurs d'un complot orchestré.

Quand Israël encourage le Hamas

Pratiquement inexistant il y a dix ans⁹ dans une population peu sensible aux sirènes islamistes et très scolarisée, avant que les autorités israéliennes, à l'époque de l'Intifada, n'aient fermé les universités et rendu impossible une scolarité normale dans les écoles, le groupe Hamas s'est développé inexorablement au fil des années avec l'aggravation de la situation des populations vivant dans les territoires occupés, avec l'accroissement des destructions de maisons, des confiscations de terres et des maisons, de l'arrachage des oliviers et des arbres fruitiers, avec l'absence de perspective politique négociée face à un gouvernement israélien qui cherchait de toute évidence à gagner du temps pour faire venir un maximum d'émigrés de l'ex-URSS et accélérer l'implantation de colons dans les territoires occupés.

⁷ Sayyid Qutb 1906-1966, un militant musulman membre des Frères musulmans, exécuté par Nasser.

⁸ *L'islamisme dans tous ses Etats*, éditions Arcantère, p. 3.

⁹ Rappelons que ce texte fut publié en 1998.

L'existence d'un mouvement islamiste, dont tous les observateurs un tant soit peu impartiaux, y compris en Israël même, reconnaissent qu'elle a été largement favorisée par la politique israélienne elle-même, fait tout à fait le jeu du pouvoir occupant. En effet, personne ne pouvait ignorer que les options politiques des différents partis composant l'OLP étaient laïques, ou en tout cas multiconfessionnelles, ce que l'Etat israélien n'est pas, loin s'en faut ¹⁰.

La radicalisation des Palestiniens est la conséquence directe de l'occupation de la Cisjordanie et de la bande de Gaza depuis 30 ans, qui a abouti à la confiscation de plus de la moitié des 5 850 km² de terres qui leur revenaient selon le droit international.

Emile Habibi, un intellectuel palestinien de nationalité israélienne, déclara que ceux qui ont refusé le compromis historique de deux Etats initialement prévu "ont causé tant de malheurs, à commencer par celui-ci : ils ont fait perdre au peuple palestinien vingt-huit ans – les années d'occupation et de colonisation israéliennes – en rejetant la résolution 242 du Conseil de sécurité adoptée après l'agression de juin 1967." [la guerre des Six-Jours].

Alors que l'OLP, en 1988 et 1989, renonce au terrorisme et reconnaît l'Etat hébreu (résolutions 242 et 338), Hamas réclame la restitution de la totalité des territoires occupés par les Juifs depuis la fondation de l'Etat d'Israël en 1948. Il y a sans doute une corrélation de dates entre les concessions d'Arafat et la publication de la charte du Hamas, en août 1988, dans laquelle le mouvement intégriste déclare œuvrer à "déployer la bannière d'Allah sur chaque parcelle du sol de Palestine", et à ce que "l'établissement de l'Etat islamique soit proclamé du haut de ses mosquées".

On peut s'interroger sur les raisons qui poussent Arafat à faire à Israël cette fantastique concession unilatérale de la reconnaissance, *sans aucune contrepartie*, alors que se déroulait dans les territoires occupés une insurrection populaire de "basse intensité" qui était en train de faire basculer l'opinion publique internationale en faveur des Palestiniens. En effet, dans toute épreuve de force susceptible de déboucher sur une négociation, il convient de déterminer ce que l'adversaire veut le plus, de lui en donner le moins possible, ce qui n'est réalisable que lorsqu'on a le plus d'atouts dans sa manche. Or, Arafat avait un atout formidable, *dont il n'a pas voulu* : l'Intifada ; et d'emblée, gratuitement, il a donné à son adversaire ce qu'il voulait le plus : la reconnaissance. Dès lors, *l'OLP ne présentait plus aucun intérêt pour Israël*, c'était un mouvement sans substance, ce n'était plus un adversaire, dans la mesure où c'était un adversaire qui n'avait plus rien à donner ni plus rien à opposer.

Si on écarte la simple erreur de jugement de la part d'Arafat, on ne peut que parvenir à la conclusion que l'Intifada *présentait plus de dangers que la reconnaissance d'Israël*. L'Intifada pouvait aboutir soit à une révolte populaire de masse, soit à la prise en main du mouvement d'indépendance par des hommes qui auraient échappé au contrôle de la direction de l'OLP en exil : cadres politiques de l'intérieur ou fondamentalistes.

Deux mouvements intégristes musulmans ont surgi dans les territoires occupés par Israël depuis 1967 : Hamas et le Jihad pour la libération de la Palestine. Hamas a, tout d'abord, été encouragé par les autorités israéliennes pour faire contrepoids à l'influence de l'OLP. Dans les années soixante-dix/quatre-vingts, les autorités militaires ont, en de multiples occasions, relâché des

¹⁰ Pour l'anecdote, le mariage civil n'existe pas en Israël. Le mariage est un monopole religieux. Plutôt que d'instaurer un mariage civil, le gouvernement vient de décider de subventionner les couples qui partent à l'étranger pour se marier civilement, situation qui intéresse en particulier les couples non croyants et ceux dont l'un n'est pas juif.

militants liés à Hamas, même quand ils étaient convaincus de cacher des armes. La tolérance envers Hamas était une des conditions posées par les Iraniens lorsqu'ils achetaient de l'armement américain par l'intermédiaire d'Israël, dans le cadre de l'opération Irangate, à l'occasion de laquelle des agents israéliens ont convaincu Robert McFarlane de laisser Israël vendre illégalement des armes à Téhéran et détourner une partie des bénéfices pour soutenir la Contra contre le gouvernement nicaraguayen ¹¹.

En mai 1989, lorsque l'influence intégriste se répandit en échappant au contrôle des Israéliens, une vague d'arrestations s'abattit sur les dirigeants de Hamas. Néanmoins, cela prit six mois, jusqu'en septembre 1989, pour que Hamas soit déclaré illégal par les autorités israéliennes.

Comme le Jihad islamique pour la libération de la Palestine, qui est divisé en deux, Hamas est abondamment subventionné à la fois par les Etats du Golfe et par l'Iran. En 1990, l'Arabie saoudite versa à ces deux organisations 83 millions de dollars. Le Koweït également versa de nombreux millions à ces deux groupes. Pinhas Inbari, dans *Al Hamishmar* (20 décembre 1992), fait remarquer que, curieusement, Israël s'en est pris aux dirigeants et militants de Hamas proches de l'Arabie saoudite, mais épargna ceux qui étaient proches de l'Iran, qui avait pourtant mis sur pied une logistique et des camps d'entraînement pour faciliter les actions de Hamas et du Jihad islamique.

Le Hamas posait comme conditions à la collaboration avec l'OLP le refus de la résolution 181 ¹², 242 et 338, respectivement de 1947, 1967 et 1973 et la reconfirmation de l'option militaire ; il réclamait 40 à 50 % des sièges au Conseil national palestinien et exigeait que l'OLP se proclame organisation islamique. En outre, l'OLP devait déclarer que la terre islamique palestinienne ne peut être abandonnée ni divisée. Evidemment, les "communistes athées" – le FPLP et le PDLP – doivent être expulsés. "Le jour où l'OLP fera de l'islam son mode de vie, nous serons ses soldats, nous allumerons ses flambeaux. En attendant ce jour – et nous prions Allah qu'il soit proche – l'attitude du Hamas vis-à-vis de l'OLP est celui d'un fils pour son père..." (Charte du Hamas-Palestine, art. 27 [Titre IV].)

La direction de l'OLP rejeta toutes ces conditions mais déclara que Hamas et les autres fondamentalistes étaient "partie prenante du peuple palestinien et en tant que tels ont leur place sous le parapluie de l'OLP". Hamas s'est vu offrir 8 % des sièges du Conseil national palestinien.

Cela est significatif car, au contraire de tous les autres gouvernements arabes, l'OLP se considère comme une entité multiconfessionnelle dans laquelle les musulmans, les chrétiens et les juifs ont leur place et devraient être représentés. Les chrétiens de différentes dénominations constituent environ 20 % des Palestiniens (ils constituent 13 % des arabes d'Israël). Seuls quelques Juifs se déclarent officiellement comme "Palestiniens juifs" et possèdent des cartes d'identité de l'OLP, parmi lesquels Ilan Halevy, représentant de l'OLP à l'Internationale socialiste et membre de l'équipe de conseillers de l'OLP aux négociations de paix.

D'autres Palestiniens juifs sont membres secrets du CNP (en particulier des membres du FDLP et du FPLP), mais le nombre total de militants juifs de l'OLP n'atteint probablement pas la centaine. Néanmoins, leur existence, ainsi que le nombre beaucoup plus significatif de chrétiens, est considéré par la direction de

¹¹ D'après *Israel and Palestine Political Report* n° 178/179, décembre 1992.

¹² La résolution 181 de l'Assemblée générale de l'ONU (29 novembre 1947) décrète le partage de la Palestine (67 % d'Arabes, 33 % de Juifs) en un Etat palestinien (44 % du territoire) et un Etat israélien (56 % du territoire).

l'OLP comme une carte idéologique et politique qui pourrait être abandonnée seulement en cas d'urgence extrême.

Le mouvement islamique se retourne contre ceux qui en ont assuré la promotion

On n'a découvert que récemment le "danger intégriste" dans les territoires occupés. L'hypocrisie des négociations, lors desquelles ce sont toujours les Palestiniens qui font des concessions sans pour autant que cela modifie en rien les conditions de vie des populations dans les territoires occupés, stimule la propagande de Hamas dont les rangs gonflent considérablement. L'ironie de l'histoire, comme nous l'avons vu, est que ce sont les autorités israéliennes elles-mêmes qui ont favorisé l'émergence des intégristes musulmans.

Ze'ev Schiff et Ehud Ya'ari, deux journalistes israéliens, écrivent ainsi :

“De la même manière que le président Sadate avait encouragé l'émergence des associations islamiques afin de damer le pion à la gauche égyptienne, des membres de l'état-major israélien avaient voulu se servir de la poussée intégriste à Gaza pour affaiblir l'OLP. Sadate mourut de la main même des pieux fanatiques qu'il avait aidés. Gaza connut un sort voisin : le mouvement islamique se retourna précisément contre ceux qui avaient cru intelligent d'en assurer la promotion.”¹³

On peut difficilement imaginer que les millions de dollars versés dans les caisses de Hamas par l'Arabie saoudite et le Koweït, alliés inconditionnels des Etats-Unis, aient pu l'être sans l'aval de ces derniers et d'Israël.

Dans les années soixante-dix/quatre-vingts, les autorités israéliennes avaient encouragé les intégristes à s'emparer des postes de pouvoir dans les institutions religieuses, ce qui avait provoqué en conséquence leur développement sur le plan politique et, par contrecoup, leur "palestinisation". En effet, les fondamentalistes musulmans n'étaient à l'origine pas intéressés par la cause palestinienne, les revendications nationales n'entrant pas dans leur champ d'action traditionnel. L'islam se veut universaliste et les mouvements de libération nationale ne sont pour les religieux islamiques qu'une importation idéologique occidentale.

Les autorités israéliennes pensaient s'appuyer sur ce désintérêt pour la lutte des Palestiniens ("oubliant" que les fondamentalistes entendaient quand même détruire l'Etat israélien) ; elles attendaient d'une confrontation avec l'OLP l'effondrement de cette dernière. L'OLP reçut effectivement un coup sévère dans la bande de Gaza, mais les Israéliens finirent par se rendre compte que l'émergence d'une force intégriste constituait un danger bien plus important. Jusqu'alors, les Israéliens avaient passé sous silence un aspect du programme de Hamas, la destruction d'Israël.

La montée en puissance des intégristes fut cependant opportunément utilisée ensuite par les Israéliens qui disposaient alors d'un épouvantail qu'ils pouvaient brandir pour justifier leur politique de répression : ainsi Israël n'était plus engagé dans un conflit local avec une population dont il occupait le territoire, mais se trouvait aux avant-postes de la lutte du monde occidental contre l'intégrisme islamique...

Il ne faut pas s'étonner si les négociations entamées à Madrid, qui se sont immédiatement enlisées, se sont accompagnées d'une recrudescence

¹³ *L'Intifada*, Stock.

d'affrontements armés auxquels participaient les intégristes. Les actions armées, les attentats intégristes ne sont pas le résultat d'une stratégie cohérente et à long terme, ce sont des actes "opportunistes" dont la seule cohérence est la température de l'opinion palestinienne, elle-même étroitement dépendante de l'état d'avancement des négociations.

Plusieurs soldats israéliens ont été tués à Gaza au cours d'affrontements avec les intégristes de Hamas. Ainsi, le dimanche 13 décembre 1992, un garde-frontière, le sergent-chef israélien Nissim Toledano est enlevé : Hamas réclame la libération du cheikh Ahmed Yassine, fondateur du mouvement et condamné à vie par un tribunal militaire. Les autorités israéliennes refusent, bouclent les territoires occupés, imposent le couvre-feu général. L'armée passe à l'offensive pour récupérer le soldat, qui est retrouvé mort le lendemain. Les militants du groupe islamiste Hamas revendiquent l'assassinat. Déjà, dans la première semaine de décembre 1992, Hamas avait revendiqué la mort de trois soldats israéliens tués à coups de fusils-mitrailleurs, et d'un autre soldat tué quelques jours plus tard.

En encourageant la montée d'un fondamentalisme islamique chez les Palestiniens, le pouvoir en Israël contribuait donc à diaboliser les Palestiniens et à justifier leur politique aux yeux de l'opinion mondiale. Le journal israélien *Hadashot* révèle ainsi le 15 décembre 1992 que le Shabak, le service secret israélien, avait fabriqué des tracts signés Hamas qui dénonçaient l'attitude de l'OLP dans l'Intifada¹⁴. On estimait en 1992 que s'il y avait des élections en Palestine, Hamas remporterait 30 pour cent des voix.

L'assassinat du sergent-chef Toledano a eu comme réponse l'expulsion de 415 Palestiniens (le 17 décembre 1992), membres ou sympathisants de Hamas, certes, mais *International Herald Tribune* du 18 décembre 1992 dit à leur sujet : "Il semblerait bien que la presque totalité des déportés seraient des théoriciens, des bailleurs de fonds et des dirigeants d'institutions islamiques. En tout cas pas des bandits armés." Les autorités israéliennes tentèrent de faire prendre en charge par les autres les problèmes qu'elles avaient elles-mêmes créés: Rabin suggéra en effet : "Si un pays pouvait les accueillir pendant un temps jusqu'à ce que l'exil expire, je pense que cela aiderait à résoudre le problème." *International Herald Tribune* (31-12-1992), qui cite cette déclaration, précise qu'ils pourront "faire la demande aux autorités israéliennes de revenir chez eux dans deux ans"... ce qui, évidemment, ne garantit pas que les autorités israéliennes acceptent.

La décision de déportation a été prise à la presque-unanimité, seul le ministre de la Justice s'est abstenu. La Cour suprême a entériné cette décision par 5 voix contre 2 abstentions. Les 415 Palestiniens, qui se trouvaient mains liées et yeux bandés dans des autobus, ont été transférés de nuit à la frontière du Sud-Liban contrôlée par Israël.

L'affaire de l'expulsion des 415 Palestiniens suscita évidemment un malaise chez les négociateurs. Fayçal Husseini, un dirigeant (et notable) palestinien de l'intérieur, déclara que les négociateurs palestiniens ne retourneraient pas à Washington tant que les déportés ne seraient pas rentrés. Mais les "Frères arabes" qui participaient aussi aux négociations furent moins catégoriques : les Syriens, les Jordaniens, les Egyptiens, qui ont des enjeux territoriaux ou stratégiques dans ces négociations, firent savoir qu'ils viendraient. Ainsi se révéla un des aspects pervers de ces négociations, qui isolent les Palestiniens des autres Etats arabes dont le soutien (beaucoup plus théorique que réel, d'ailleurs) avait eu jusqu'alors une valeur au moins symbolique. Chaque Etat concerné dans le conflit cherche à

¹⁴ Yoram Binour, *Hadashot*, 15-12-1992.

tirer des négociations le maximum d'avantages, sans aucun égard pour la "cause palestinienne".

En avril 1993, lorsque s'ouvrit la 9^e session de la conférence, les territoires occupés étaient bouclés par l'armée israélienne à la suite d'une "vague d'attentats perpétrés contre des Israéliens", selon les termes officiels. L'ouverture de la conférence, qui devait commencer le 20 avril, fut repoussée d'une semaine. Lorsque, le 26, la délégation palestinienne au grand complet se présenta à Washington malgré le non-retour des déportés, les territoires occupés se mirent en grève générale pour protester.

(...)

De fait, il y a une corrélation très précise entre les dispositions de l'opinion palestinienne, que Hamas perçoit très bien, et les attentats islamistes. Une enquête réalisée en juillet 1997, après l'attentat sur le marché Mahané Yéhuda, révèle que 28,3 % des Palestiniens sont favorables aux opérations suicides, ce qui révèle une hausse de 5 % par rapport aux réponses données en mai. "Un tel pourcentage, dit Agnès Pavlovsky, montre à l'évidence que la notion de vengeance, incarnée par le Hamas, motive désormais une partie conséquente de l'opinion palestinienne ¹⁵." Une telle attitude traduit beaucoup plus l'exaspération de la population devant l'absence de résultat des négociations qu'une adhésion aux thèses de Hamas.

Les islamistes constituent en fait la seule véritable opposition organisée, structurée. Ils ont mis sur pied des infrastructures qui proposent à la population écrasée par la misère des prestations presque gratuites : services médicaux, éducatifs, sportifs. Ils subventionnent les besoins des plus démunis, auxquels ils allouent des sommes souvent supérieures à celles de l'Autorité palestinienne. Enfin, les islamistes ont une politique active d'implantation de masse : ils pratiquent de l'entrisme dans les syndicats, les associations.

Le Hezbollah

Depuis plusieurs années, Israël est engagé dans une véritable guerre, au Sud-Liban, contre le Hezbollah¹⁶, et les choses vont plutôt mal pour Tsahal. Une véritable censure s'est abattue sur la presse israélienne pour l'empêcher de faire état de la situation réelle dans laquelle se trouvent les troupes d'occupation au Sud-Liban. Les correspondants de guerre israéliens n'ont pas le droit de parler aux soldats qui servent dans la "zone de sécurité". La seule chose qu'on ne peut pas censurer, ce sont les cérémonies pour les soldats tués, et ils sont nombreux.

Deux correspondants, Yossi Walter de *Maariv* et Ron Ben-Yishay de *Yediot Ahronot*, ont visité une unité dans une forteresse de la partie Nord de la zone de sécurité et en ont rapporté un certain nombre d'impressions édifiantes.

Les forces israéliennes sont sur la défensive, littéralement bloquées dans des zones fortifiées assiégées. En revanche, les combattants du Hezbollah sont très mobiles et sont en mesure de pilonner à volonté les fortifications israéliennes et les convois militaires.

Les qualités militaires du Hezbollah semblent faire sur les soldats et officiers israéliens une forte impression, à la fois en tant que combattants individuels et en tant qu'organisation. Les soldats israéliens, qui ont été endoctrinés par la propagande raciste sur la couardise naturelle des Arabes, sont rapidement

¹⁵ Agnès Pavlovsky "Les bonnes œuvres d'Allah", *Croissance* n° 409-410 nov.-déc. 1997.

¹⁶ Le Hezbollah; ou "Parti de Dieu" est une organisation islamiste chiite basée au Liban, fondée en juin 1982 à la suite de l'invasion du Sud-Liban par Israël pendant la Guerre civile libanaise.

traumatisés par les performances des combattants du Hezbollah, l'efficacité de leur organisation. Pour justifier cette situation, les Israéliens en sont réduits à expliquer que les soldats du Hezbollah ont été formés par les officiers iraniens, eux-mêmes formés par les Israéliens du temps du Shah...

On peut dès lors facilement imaginer ce que cette situation peut avoir de dissolvant pour "l'Armée du Sud-Liban", pro-israélienne, que les autorités d'occupation sont constamment obligées de soutenir par des promesses et par leur argent, provoquant une corruption généralisée.

En conclusion, on peut dire que le facteur nouveau dans la région est l'équilibre de la terreur entre la Syrie et Israël, ce qui désavantage considérablement ce dernier. On a du mal à imaginer le traumatisme que cette situation doit provoquer sur la population israélienne, habituée à une écrasante supériorité technologique et militaire sur ses voisins arabes. L'existence d'un mouvement comme le Hezbollah, puissamment armé et organisé, constitue en outre une énorme épine dans le pied d'Israël, dont la Syrie tire un avantage tactique considérable.

On ignore le chiffre réel des pertes israéliennes au Sud-Liban, mais il est important, la notion de "pertes importantes" étant relative à ce que l'opinion publique est disposée à accepter. Cette partie de territoire arabe occupé sera peut-être la seule qu'Israël évacuera à la suite de la résistance armée de la population qui y vit.

(...)

Le rôle de "flic en patrouille" assumé par Israël a peut-être commencé à perdre sa justification dès lors que le "flic en chef" – Netanyahu – met en œuvre une politique qui va à l'encontre des intérêts fondamentaux de son commanditaire et que l'ensemble du monde arabe se détourne de la diplomatie américaine. Lorsque, pour la première fois, Netanyahu se voit signifier, le 14 novembre 1997, que la politique d'Israël porte "atteinte aux intérêts américains dans la région"¹⁷, il faut considérer la menace comme sérieuse.

Plusieurs mois après les élections on constate que la position du Premier ministre israélien a peu évolué, pressions de l'administration américaine ou pas. La seule limite que Netanyahu pourra rencontrer est la capacité des gouvernements occidentaux à gober son discours lénifiant, dirigé vers l'extérieur, favorable à la paix, pendant que dans les actes il accroît la colonisation et l'occupation à l'intérieur. Si les gouvernements européens étaient vraiment décidés à faire quelque chose, ils pourraient par exemple annuler l'accord d'association passé entre l'Union européenne et Israël, ouvrant les marchés européens aux produits israéliens... Evoquant le programme sans concession du nouveau Premier ministre israélien, l'éditorial du *Monde* du 29-30 septembre déclare que Netanyahu "sait admirablement l'enrober dans quelques sucreries rhétoriques sur son attachement au processus de paix. Seuls quelques nigauds de chancellerie, vrais ou faux, disent encore s'interroger sur les intentions réelles du chef de la droite nationaliste".

¹⁷ *Le Monde*, 15 novembre 1997.

Corruption

Contrairement à l'idée reçue, ni l'OLP, ni les autres partis, ni le Conseil national palestinien n'étaient des structures démocratiques.¹⁸ Les hommes politiques palestiniens issus de l'exil n'ont aucune expérience de la démocratie.

Depuis l'instauration d'une "Autorité palestinienne", on constate de nombreux exemples de violation des droits de l'homme, lesquels sont accentués par les pressions israéliennes pour que l'autorité palestinienne lutte contre le terrorisme. Arafat a réussi à museler le parlement et ignore ses décisions. Grâce à son contrôle des médias, la population ignore ce que fait le Conseil législatif. Cette situation est favorisée par l'absence de véritables partis d'opposition laïques, ce qui crée un véritable vide politique : il n'y a rien entre l'Autorité palestinienne et les islamistes. La plupart des partis d'opposition d'obédience marxiste sont fragilisés par la chute du communisme. Formés dans l'exil, ils ne sont pas capables de tenir un discours et de faire des propositions qui touchent les gens dans leur vie quotidienne.

(...)

Ces partis se contentent de dénoncer Arafat et les accords inconditionnellement. Or, aujourd'hui, dans la situation lancée par la signature des accords, il ne suffit plus de dénoncer ces derniers, il faut faire des propositions crédibles, apporter des réponses concrètes aux problèmes quotidiens, notamment en matière économique et sociale, ce que l'opposition laïque ne semble pas capable de faire.

Quant à l'opposition islamiste, très implantée dans les territoires occupés, elle n'a pas été capable de faire échec aux négociations. La dernière chose que les Palestiniens souhaitent est le retour des militaires israéliens dans les 6 % de territoire que ces derniers ont évacués. Lorsque Netanyahou accuse Arafat de donner le "feu vert" aux terroristes islamistes, le journaliste Dany Rubinstein réplique que le feu vert ne fut pas donné par Arafat mais par la rue palestinienne exaspérée par la politique israélienne. De fait, il y a une corrélation très précise entre les dispositions de l'opinion palestinienne, que Hamas perçoit très bien, et les attentats islamistes. Une enquête réalisée en juillet 1997, après l'attentat sur le marché Mahané Yéhuda, révèle que 28,3 % des Palestiniens sont favorables aux opérations suicides, ce qui révèle une hausse de 5 % par rapport aux réponses données en mai. "Un tel pourcentage, dit Agnès Pavlovsky, montre à l'évidence que la notion de vengeance, incarnée par le Hamas, motive désormais une partie conséquente de l'opinion palestinienne¹⁹." Une telle attitude traduit beaucoup plus l'exaspération de la population devant l'absence de résultat des négociations qu'une adhésion aux thèses de Hamas.

¹⁸ L'OLP n'était pas un bloc monolithique, c'était un conglomérat d'organisations autonomes constituant une sorte de "Front" au sein de laquelle l'unité d'action était quasi-impossible. Arafat était constamment tiraillé entre la nécessité de maintenir une unité de façade à l'organisation, ce qui lui interdisait de condamner certains attentats commis par des groupes membres de l'OLP, et la nécessité de garantir aux monarchies du Golfe que le nationalisme palestinien ne déborderait pas sur un nationalisme arabe contraire à leurs intérêts. L'OLP était aussi un enjeu politique pour les Etats arabes qui tentaient constamment d'y susciter des groupes servant de relais à leurs propres intérêts. La Syrie, par exemple, créa sa propre organisation palestinienne, la Saïka. En 1974, l'Irak soutint le front du refus et abrita le groupe terroriste d'Abou Nidal qui organisa des assassinats de cadres modérés de l'OLP. Saddam Hussein réussit plus tard à ligoter l'OLP en contribuant à suspendre le dialogue américano-palestinien. Le débarquement sur les plages israéliennes, en mai 1990, d'un commando d'Aboul Abbas fut commandité par Bagdad, ce qui mit fin à la stratégie diplomatique de l'OLP. L'OLP était étroitement dépendante des Etats arabes qui lui fournissaient une base logistique.

¹⁹ Agnès Pavlovsky "Les bonnes œuvres d'Allah", Croissance n° 409-410 nov.-déc. 1997.

D'une façon générale, Arafat accrédite l'opinion israélienne selon laquelle tous les opposants à l'accord seraient des terroristes et des fondamentalistes, qu'il faut réprimer, alors que nombre d'entre eux sont des laïcs partisans d'une solution pacifique, mais qui désapprouvent les concessions permanentes sans contreparties.

Les ministres d'Arafat sont pour moitié des membres de la bureaucratie de l'OLP venue de Tunis et pour moitié des membres des élites traditionnelles et des grandes familles de Cisjordanie ou de Gaza. Arafat s'appuie sur les grands propriétaires fonciers, qui le financent, et qui ont toujours joué un rôle déterminant dans l'histoire de la Palestine. Ce sont ces élites qui servent de lien entre le pouvoir et la société. "Héritiers des grandes familles constituées aux ^{xvii}^e et ^{xviii}^e siècles, ils appartiennent à la société tout en étant reconnus par le pouvoir. Ils lui servent d'intermédiaires et pour la population, de délégués qui lui permettraient d'obtenir des avantages ou des services, par exemple des postes, des subventions ²⁰..."

(...)

En dehors des grandes familles, la population palestinienne est composée d'un petit nombre d'entrepreneurs et d'une petite classe moyenne ; le reste de la population est constitué d'une grande majorité de gens pauvres et sans terre dépendants des employeurs israéliens.

L'un des pivots du régime est constitué par les 33 000 membres de la police, dont une partie vient de l'exil, une autre partie étant constituée par d'anciens militants de l'Intifada qui ont été intégrés à l'appareil de répression, les multiples services de renseignements... Il y a aussi les 39 000 fonctionnaires de l'autorité payés par l'aide internationale. Ces personnes constituent une clientèle complètement dépendante d'Arafat.

Le Fatah lui-même, le parti d'Arafat, connaît une crise d'identité et ne veut pas être assimilé à l'autorité palestinienne, devenue une institution bureaucratique. En novembre 1994 ont eu lieu à Ramallah les premières élections internes au Fatah. Les partisans d'Arafat perdirent les élections et les nouveaux élus, issus de l'Intifada, ont été préférés à ceux choisis par le président de l'Autorité ; aussi le processus fut-il interrompu dans les autres villes – on trouve là encore le phénomène de coupure entre l'intérieur et l'exil.

(...)

Le chef de l'OLP subit des critiques parfois très dures et doit faire face à la contestation au sein même de son mouvement. Arafat y fait face de la façon la plus autoritaire, en s'appuyant sur les éléments de sa garde prétorienne, qui dissuadent les Palestiniens de parler à la presse ou aux diplomates étrangers. Des opposants sont tabassés par des "inconnus" à la moindre incartade, enlevés à leur domicile et "interrogés" ; des journalistes locaux sont emprisonnés, bref une atmosphère lourde règne dans les enclaves autonomes.

(...)

Hanane Ashraoui, présidente de la Commission des droits du citoyen palestinien, dénonce "une atmosphère d'intimidation" à Gaza et à Jéricho. "Plusieurs journalistes de Gaza, dont Taher Shriteh, qui collabore avec les correspondants du *Monde* depuis des années et qui fut emprisonné de nombreuses fois par les Israéliens, ont été arrêtés, détenus pendant plusieurs jours et relâchés après avoir signé l'engagement de soumettre à l'Autorité palestinienne toute information controversée." (*Le Monde*, 3 décembre 1994.)

²⁰ Jean-François Legrain, "Qui décide en Palestine ?", *Croissance*, n° 409-410, nov.-déc. 1997.

On peut aussi citer le cas du docteur Eyad Sarraj, un psychiatre de Gaza qui se trouve à la tête de la Commission palestinienne indépendante pour les droits de l'homme, et qui a été emprisonné plusieurs fois parce qu'il avait dénoncé le caractère oppressif de l'Autorité palestinienne. Il parlait d'arrestations arbitraires, de torture qui créaient dans la population un sentiment de "peur insurmontable". Arrêté le 18 mai 1996, il est relâché le 26 après l'intervention de nombreux groupes de défense des droits de l'homme. Alors, le docteur Sarraj fit l'erreur d'écrire une lettre à Arafat, s'excusant de lui avoir causé un tort personnel, mais réitérant ses accusations de "corruption, de favoritisme et de torture dans les prisons". Le 9 juin la police l'arrête encore, le tabasse sérieusement et le met en confinement. Il est libéré le 26 juin. Un porte-parole d'Arafat déclara qu'il avait été interrogé pour avoir lancé des "accusations mensongères contre le sentiment national général et offense au président".

Human Rights Watch, une organisation de défense des droits de l'homme, publia un rapport le 3 octobre 1997 dénonçant les services de sécurité de l'Autorité palestinienne pour leur usage de l'intimidation et de la torture envers les suspects, entraînant le mort de quatorze personnes en 1994. "Les trois premières années de l'autonomie palestinienne ont été caractérisées par des abus et des centaines de détentions arbitraires commis par les innombrables services de sécurité, en violation des droits élémentaires du détenu" indique le rapport. Les personnes arrêtées ne comparaissent jamais devant un tribunal et celles qui le sont font l'objet d'un jugement expéditif. Le rapport s'en prend aux Etats-Unis et à Israël qui "font pression sur l'Autorité palestinienne afin qu'elle réprime la violence anti-israélienne sans pour autant se soucier des méthodes utilisées". Les méthodes expéditives de la police palestinienne sont considérées comme un moindre mal tant que les opposants aux accords sont réprimés, même ceux qui souhaiteraient le faire dans un cadre légal et sans violence. Les autorités israéliennes sont d'autant moins à même de reprocher à l'Autorité palestinienne ses méthodes qu'elles ont légalisé la torture.

Selon les ministres eux-mêmes participant aux conseils hebdomadaires de l'Autorité, il n'y a pas de mise aux voix, pas de procès-verbal, pas de débat. Pourtant, même s'il ne dispose d'aucun pouvoir effectif, le conseil législatif est une institution unique dans le monde arabe, capable d'émettre des critiques contre les méthodes de l'Autorité palestinienne. Plusieurs députés du Fatah ont rédigé un rapport sur la corruption (357 millions de dollars auraient été détournés en un an...), qui n'a cependant été suivi d'aucun effet. Le Conseil législatif a demandé la démission de l'ensemble du gouvernement. Les parlementaires reconnaissent qu'ils ne disposent pas des moyens pour obliger la direction palestinienne à faire appliquer les lois qu'ils votent. De nombreux élus revendiquent pour le Conseil le droit de jouer un rôle direct dans les négociations sur le statut finale de la Cisjordanie et de Gaza. Cette revendication ne fait pas l'affaire des autorités israéliennes, car elles signifient un transfert de la légitimité nationale de l'OLP vers un organe élu plus représentatif de la population. Or les accords d'Oslo désignent l'OLP comme interlocuteur, non le Conseil législatif. D'une certaine façon, il s'agit d'une négociation dans laquelle c'est la puissance occupante qui a désigné son interlocuteur...

Perspectives

Netanyahou parle de réciprocité, de négociation. Les Palestiniens ont reconnu sans condition la souveraineté d'Israël sur les trois quarts de la Palestine, accepté la présence de 200 000 colons juifs sur le dernier quart restant (y compris Jérusalem-Est), et permis à Israël d'étendre ses relations commerciales sur le

marché arabe. Les Palestiniens n'ont plus rien à offrir, Arafat leur a tout donné sans rien en échange que des bantoustans et un sentiment d'humiliation grandissant.

Shamir déclarait ouvertement, après avoir quitté le pouvoir, qu'il s'était engagé dans les négociations de Madrid avec la ferme intention de les faire durer dix ans pendant qu'il installait des colons dans les territoires occupés. Lorsque les travaillistes lui succédèrent, Rabin et Pérès avaient déclaré qu'ils ne poursuivraient pas la colonisation, mais ils ont installé 50 000 colons dans les territoires occupés – le quart du total des colons – et y ont consacré plus d'argent que le gouvernement de droite ne l'avait fait pendant une période équivalente lorsque celui-ci était au pouvoir.

Tandis que les gouvernements précédents, de Shamir (Likoud) et de Rabin-Pérès (travaillistes), menaient une politique d'expansion en douce, Netanyahu est contraint de le faire ouvertement, parce que l'extrême droite et les fondamentalistes, sans lesquels il ne peut se maintenir, et, d'une façon générale, les électeurs du Likoud, attendent de lui des signes ostensibles d'agression. Il s'agit de "montrer qui est le maître". Après la rencontre Netanyahu-Arafat à Washington le 3-4 octobre 1996, Limor Livnat, ministre de la communication déclara à la télévision : "Le Premier ministre est allé à Washington pour sauver le processus de paix sans rien concéder. C'est fait²¹." Sauver un processus de paix sans rien concéder, cela veut dire entériner une conquête.

Netanyahu s'oppose explicitement à un Etat palestinien, à la division de Jérusalem et à la restitution du Golan, et exprime clairement sa volonté de continuer les implantations, ce qui dans la pratique ôterait aux Palestiniens tout prétexte à continuer de négocier, si la fraction dirigeante de l'"entité autonome", par ailleurs complètement dépendante des fonds occidentaux, ne devait sa légitimité internationale qu'au fait qu'elle continue de négocier envers et contre tout.

Ainsi, tandis que les dirigeants palestiniens continuaient de négocier en espérant obtenir un jour un semblant d'Etat, le pouvoir israélien continuait de rogner des territoires, d'installer des colons, de détruire ou de s'approprier des maisons de Palestiniens, d'exproprier des paysans pour construire des "routes de contournement" et d'agrandir le "Grand Jérusalem" aux dépens des Palestiniens.

Netanyahu est lui aussi, d'une certaine façon, coincé entre les exigences de sa politique intérieure, qui l'obligent à être agressif, et celles de sa politique extérieure, qui le poussent à négocier. L'expérience a montré que le nouveau "joker" dans le jeu, les fondamentalistes musulmans, sunnites (Hamass) ou chi'ites (Hezbollah, soutenus par la Syrie et instrument de la politique de celle-ci) pouvaient constituer un "empêcheur d'occuper tranquillement". Netanyahu agit comme s'il n'avait affaire qu'aux Palestiniens, en oubliant qu'Israël est un territoire implanté au milieu du monde arabe. Alors que ses prédécesseurs avaient, sans presque rien concéder aux Palestiniens, réussi à commencer à insérer le pays dans la région, Netanyahu va créer délibérément une situation de conflit permanent.

(...)

A long terme, la frénésie des autorités israéliennes à occuper, à créer une situation irréversible – et dans une large mesure, elles ont réussi – fournit peut-être la clé des évolutions à long terme dans la région, car l'irréversibilité peut être une *arme à deux tranchants*.

²¹ *Le Monde*, 4 octobre 1996.

Aujourd'hui le problème pour les Palestiniens de Cisjordanie et de la bande de Gaza se pose en termes de revendication nationale, qui est une revendication compréhensible, dans le contexte, mais quelque peu obsolète quand les grandes tendances de notre époque sont à la constitution de vastes blocs dans lesquels les Etats sont réduits au rôle de région.

Le projet sioniste est fondé sur l'existence *séparée* des Juifs et des Arabes. Il implique deux territoires précisément délimités dans lesquels les deux communautés doivent vivre sans contacts. *La condition d'une existence séparée des Juifs est l'existence d'un espace dans lequel se réalise l'existence séparée des Palestiniens* – un espace cohérent. Or la politique de Netanyahu équivaut à refuser cet espace aux Palestiniens, et à les confiner dans des bantoustans. C'est ce qui ressort de ses prises de position lors de sa rencontre avec Bill Clinton le 20 janvier 1998. Les "intérêts vitaux et nationaux en Judée-Samarie" établis dans un document préparatoire impliquent qu'Israël conserve les deux tiers de la Cisjordanie. Le détail des territoires qu'Israël entend conserver est effarant :

- une bande de plusieurs kilomètres de large à l'Ouest de la Cisjordanie ;
- une bande de 10 à 20 km selon les endroits, à l'Ouest, le long du Jourdain ;
- une zone entourant la *région* de Jérusalem ;
- les zones occupées par les 140 colonies juives (zones qui sont en constante expansion) ;
- les infrastructures, routes, sources d'eau, installations électriques ;
- les sites militaires ;
- les zones autour des routes nécessaires à la sécurité générale et à celle des colonies ;
- les sites historiques.

La droite israélienne ne se rend pas compte que sa frénésie de territoires conduit inévitablement à une forme d'existence commune qui ne peut que créer – à l'échelle de l'histoire – les germes de dissolution de la société israélienne telle qu'elle existe aujourd'hui. *En refusant un espace cohérent et délimité aux Palestiniens, elle se condamne à vivre avec eux.*

Il ne sera pas possible de confiner la population palestinienne dans 6 %, 10 % ou 20 % de la Cisjordanie. Comme en Afrique du Sud, les bantoustans exploseront. Sachant que les Palestiniens *ne lâcheront pas le terrain* et que leur démographie est nettement supérieure à celle des Israéliens, la coexistence sur le même territoire de deux populations, dont l'une a un statut inférieur, se posera un jour inévitablement en termes de revendication à l'égalité des droits, c'est-à-dire à la *citoyenneté*. Ce jour-là, le rêve sioniste sera terminé.²²

* * * * *

²² Note du 9 octobre 2023.

Leïla Shahid, ancienne déléguée générale de Palestine en France et ancienne ambassadrice de la Palestine auprès de l'UE (2005-2015): "Il y a le sentiment d'une profonde tristesse. J'ai été en poste à Paris quand il y a eu les accords d'Oslo. J'y ai cru. Il y avait dans les deux sociétés une petite lueur qui n'a pas été maintenue. C'est un gâchis terrible. La guerre dure depuis 56 ans pour les Palestiniens, à Gaza, en Cisjordanie, à Jérusalem-est et dans les camps de réfugiés. Je suis pessimiste. Je crois que ce qu'il va se passer, c'est l'annexion des territoires qui ne sont pas encore annexés. *Il n'y a plus territoires pour faire un État palestinien.*"

Pertes humaines

Première Intifada:

Pertes	
 277 morts :	 1 962 morts ¹ :
<ul style="list-style-type: none">• 175 civils israéliens tués• 102 militaires et policiers tués	<ul style="list-style-type: none">• 1 087 palestiniens tués par des militaires israéliens• 75 palestiniens tués par des civils israéliens• 882 palestiniens tués par des Palestiniens

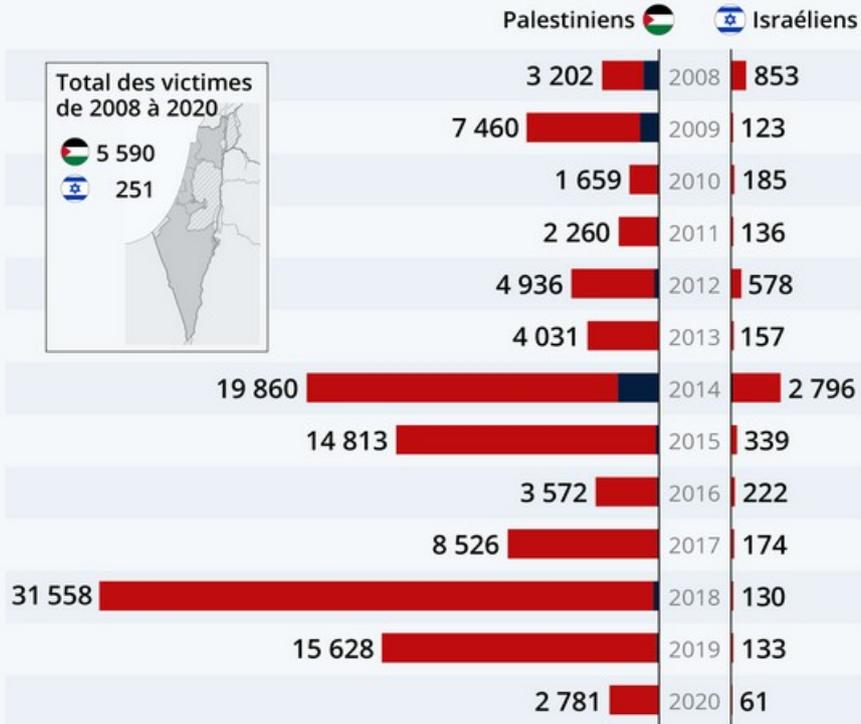
Seconde Intifada

Pertes	
29 septembre 2000 –26 décembre 2008 :	29 septembre 2000 –26 décembre 2008 :
 1 062 morts :	 3 057 morts ³ :
<ul style="list-style-type: none">• 727 civils israéliens tués par des activistes palestiniens• 335 militaires israéliens tués par des Palestiniens• 12 civils israéliens tués par la police israélienne	<ul style="list-style-type: none">• 2 860 combattants et civils palestiniens tués par des militaires israéliens• 47 Palestiniens tués par des civils israéliens

Le bilan humain du conflit israélo-palestinien

Nombre de morts / blessés israéliens et palestiniens documentés par l'ONU

■ Morts ■ Blessés



Source : Nations Unies

EXTRAIT DE *ISRAËL-PALESTINE: MONDIALISATION ET MICRO-NATIONALISMES*.....1

 Utiliser le religieux à des fins politiques.....2

 Quand Israël encourage le Hamas.....5

 Le mouvement islamique se retourne contre ceux qui en ont assuré la promotion.....8

 Le Hezbollah.....10

 Corruption.....12

 Perspectives.....14

Pertes humaines.....16

 Première Intifada:.....16

 Seconde Intifada.....17